

Colloque Conflit et Politique - Titres et abstracts

Bernard Aspe, « La pensée du conflit ».

Je comprends l'enjeu de ce colloque comme une tentative pour cerner la pensée du conflit politique, entendue non comme ce qui prend pour objet le conflit, mais comme la pensée qui est en jeu dans le conflit. Non sur le mode d'une théorie préalable qui y serait « appliquée », mais sur celui d'une pensée « en immanence », interne aux gestes de la révolte, en acte dans ses gestes. Pour cette première matinée, il sera essentiellement question du rapport entre la politique et la guerre. Je proposerai une utilisation très restreinte du paradigme de la guerre pour éclairer la pensée de/dans la conflictualité politique, en convoquant seulement trois aspects traditionnellement associés à la guerre : la figure de *l'ennemi* ; la question de la *stratégie* ; et celle de *l'objectif*.

Catherine Hass, « Nom de guerre : contre-enquête ».

Dans une période, la nôtre, marquée par la déshérence et la dés-historicisation du nom même de guerre, je chercherai à montrer comment il est possible de le maintenir et d'en avoir une intelligence renouvelée dès lors la politique devient son opérateur exclusif d'intellection. Cette opération est sous condition de l'enquête, une enquête spécifique puisqu'elle se concentre sur la politique *dans* la guerre. La guerre devient alors pensable, pour elle-même, à partir de la politique.

Loin d'être identifiable à un invariant ou à une diversité typologique, la guerre est ici affaire de configurations politiques et subjectives, enquêter sur le nom signifiant enquêter sur les politiques à l'œuvre dans la guerre, dans leur historicité propre et pour des séquences données. Selon cette approche, la guerre se déploie à l'aune d'un type de savoir inédit, sa connaissance et sa rationalité étant disposées par la seule politique. Cette investigation est rendue possible par le statut particulier qu'y occupe la politique puisque, faisant fond sur la conception qu'en donne Sylvain Lazarus dans *l'Anthropologie du nom*, je la qualifie de pensée singulière, subjective et séquentielle, pensable à partir d'elle-même soit, sans convocation de référents objectivistes ou positivistes ou l'appui d'autres disciplines.

Si l'on admet que la politique ne pense pas la guerre selon les mêmes termes, catégories et prescriptions, en Prusse au début du XIXe, en Chine en 1932, en Allemagne en 1941, aux États-Unis en 2001 ou dans l'État islamique en 2015, l'enquête sur la politique, ses catégories et termes s'impose. C'est à ce prix que le nom de guerre peut être maintenu et la guerre devenir pensable, à mesure des intellectualités politiques qui peuvent, ou ont pu, l'identifier et le prescrire. La guerre s'appréhende dès lors à partir de ce que je nomme des *modes politiques de guerre*.

Oliver Feltham, « L'action politique et ses contextes disjoints ».

Le point de départ de ma communication est le constat, à l'époque actuelle, d'une indistinction entre le conflit politique et le conflit militaire. Une telle indistinction estompe les différences entre la sphère politique et la sphère militaire à la fois au niveau des fins, des moyens employés et au niveau de la forme même de l'action. Afin de rétablir une distinction entre les formes de l'action militaires et celles d'ordre politique, je vais tenter de reconstruire l'investigation épistémologique de l'action chez Locke en termes ontologiques. L'objectif est de développer une conception ontologique de la *faction* (le terme anciennement utilisé pour indiquer un conflit irrémédiable) à la lumière des zones de réception des actions politiques : ces milieux, nous allons les appeler des *contextes disjoints*. C'est à partir du rapport entre les actions et leurs *contextes disjoints* que l'on va trouver une manière de nuancer l'indistinction existante entre la politique et la guerre.

Sophie Wahnich, « Révolution, guerre civile, lutte entre deux classes pendant la Révolution française ».

Cette communication reviendra sur le passage conceptuel pendant la période révolutionnaire de la "révolution" à la "guerre civile" et de la "guerre civile" à "la lutte entre deux classes". C'est un travail qui met l'accent sur les rapports de Saint-Just quand il explique ce qui fait obstacle concret à la transformation révolutionnaire car la politique n'a pas changé de régime de confiance, que l'on reste dans des logiques de cour avec méfiance et chausse-trappe et non dans un régime d'intérêts partagés voire de bien commun qui suppose la confiance et la circulation des hommes et des idées dans un esprit de justice politique et sociale.

Le rapport au présent sera instruit dans cette perspective de laboratoire historique.

Jodi Dean, « Communicative capitalism and the subject of politics » / « Le capitalisme communicationnel et le sujet de la politique ».

La recomposition du capital autour des technologies de la communication en réseau a un double effet : d'une part ouvrir de nouvelles opportunités et de nouvelles forces pour les capitalistes ; d'autre part à l'inverse, accentuer la fragmentation et l'inconsistance de la gauche. Dans ces conditions, comment reposer la question du sujet de la politique ? En particulier : comment doit être pensée l'articulation entre ce sujet et l'économie ? Le sujet de la politique n'est pas le produit d'une infrastructure économique ; il n'est pas pour autant "sans rapport" avec les configurations spécifiques de l'économie à une époque donnée (comme peuvent le faire croire Laclau et Mouffe). Il s'agit de penser le sujet de la politique à partir du peuple, à condition que celui-ci ne soit pas pensé comme un Tout, mais au contraire comme ce qui manque à faire un tout - un manque éminemment positif.

Maria Kakogianni, « Queeriser la lutte des classes : conflits, antagonismes, différances ».

Pendant une longue séquence, la dualisation des classes, la division arbitraire du corps social en prolétaires et bourgeois opérait comme une matrice fictionnelle des luttes politiques. Au tournant des années '70-'80, alors que le mouvement ouvrier semblait à bout de souffle et rentrait peu à peu dans un cycle de défaites, une certaine conceptualisation de la politique s'exposait à une mise en crise radicale. La logique oppositionnelle de « la » lutte des classes et ses binarités hiérarchiques cédait la place à une *logique de la différence*. La pensée critique se voulait radicalement antidialectique et pluraliste.

Aujourd'hui, une nouvelle séquence semble s'ouvrir pour les politiques d'émancipation. Des nouveaux printemps précaires de peuples dont l'inscription dans la durée reste fragile. Précaire. À l'écriture derridienne de la « différence » (avec un « a ») on proposera ici une petite torsion mettant l'accent sur l'errance. L'hégémonie du conflit binaire et oppositionnel semble avoir cédé la place à nos « différances » : des meutes qui s'interdisent une identification de l'ennemi et d'entrer dans des face-à-face. Si le communisme a cédé la place à l'anti-capitalisme, nous sommes aujourd'hui dans un « anti- » qui n'assume pas l'opposition mais flirte sans cesse avec la différence. Pendant ce temps, le marché semble bien s'accommoder avec les exceptions miniatures, et les altérations démultipliées mais inoffensives.

Queeriser la lutte des classes, ce n'est pas vouloir promouvoir une politique *queer*, si tant est que cela existe ou que cela puisse exister, mais donner nom à une inquiétude et une enquête : Comment dans ces nouveaux printemps précaires de peuples, penser et agir en refusant le choix forcé entre ou bien « logique d'opposition » ou bien « logique de différence » ?

Dalie Giroux, « Marx indigène : un devenir-terrien du communisme ».

La communication permettra de mettre en discussion quelques éléments d'une enquête en cours portant sur la cohabitation des dépossessions dans l'espace-temps habitable du capitalisme, en portant une attention particulière aux apprentissages liés à l'occurrence des luttes indigènes nord-américaines dans le continuum des pratiques de résistance contemporaine. Le concept d'accumulation primitive fournit à cet effet un schème d'intelligibilité qui, à travers une histoire politique de la matière qui donne lieu à une géographie et à une scénographie du conflit, rend visible la production en creux d'un commun dont le référent est la dépossession originaire.

Alain Badiou, « La politique : les deux voies, les deux lignes et les deux classes ».

Le contenu de ces dualités est en gros le suivant : les deux voies, qui sont du registre de l'Idée, sont la voie communiste et la voie capitaliste. Ce sont des déterminations normatives, à partir desquelles on peut juger de la pertinence d'une "ligne" organisée dans une situation définie. Les lignes seront dites "de gauche" ou "de droite", et elles sont transversales tant aux activistes des mouvements qu'aux militants des organisations. Les deux classes sont le support objectif de l'ensemble, en même temps qu'elles sont pour part définies, en subjectivité, par rétroaction de comment se manifeste et se prononce, dans une situation définie, la ligne de gauche, elle-même portant la matérialité de la voie communiste.

Sophie Gosselin, « Rendre justice à la Terre ».

Mon intervention portera sur le basculement politique et historique qui se trouve mis en jeu dans la déclaration des Droits de la Terre (d'abord proclamée à Cochabamba en Bolivie en 2010 puis reprise à l'échelle internationale par divers mouvements politiques et sociaux).

David Gé Bartoli, « Une Révolution cosmique ».

Il s'agit de penser les nouvelles figures de conflictualité apparues récemment (Gaïa/Capital, Humains/Terriens, Cyborg/Déesse, Cybèle/Cyborg) comme sujets politiques étendus à l'échelle cosmique, et de prendre la mesure des termes comme Capitalocène, Anthropocène ou Cthulucène, indiquant aussi une échelle qui ne soit plus seulement historique mais cosmique (une temporalité courant sur des dizaines ou centaines d'années mais sur des milliers ou millions d'années). Il s'agit par ailleurs de penser une démocratie étendue, c'est-à-dire qui concerne non seulement les humains mais aussi l'ensemble des formes de vie qui habitent la Terre : la nécessité étant de penser une démocratie des usages et non des propriétés mais aussi de penser le politique comme garant non seulement des conditions de vie des humains mais aussi plus largement les conditions de la vie elle-même.

Frédéric Neyrat, « L'esprit du communisme et la condition planétaire ».

Mon intervention portera sur le rapport entre le communisme - plus précisément l'esprit du communisme - et l'écologie entendue comme condition planétaire, soit la relation entre la situation environnementale de tout être vivant sur Terre et ce qui excède cette situation de terrestre, un excès que j'ose qualifier d'extra-terrestre. Par ce terme, je cherche à repenser le transcendantal de l'humanité, un transcendantal creusé à même la Terre. Pour éviter que les replis identitaires actuels ne conduisent non seulement à la guerre mondiale mais également au désastre climatique, ce qui est nécessaire est une forme de communisme qui puisse allier ses membres en vertu de ce qui traverse la situation terrestre : il ne suffit pas de dire que le champ de bataille est un champ, encore faut-il l'ouvrir au hors-champ qui lui donne sa profondeur d'espace et de temps.

Patrizia Atzei, « L'universel, c'est le local moins les murs ». L'universalité comme extension de la politique ».

Au-delà de l'opposition matricielle universel/particulier, on peut considérer que ce n'est qu'à partir des singularités qu'on peut penser l'universel — ce qui nous permet de sortir du piège de la formalisation comme de celui de l'essentialisme, qui guettent, tels deux pôles opposés, cette notion. Toute universalité se déploie à partir de lieux et de processus de subjectivation particuliers, de singularités — idée qu'exprime l'aphorisme du poète portugais Miguel Torga : « L'universel, c'est le local moins les murs ». Si l'universalité peut être opérante pour la pensée de la politique, c'est donc au prix d'une redéfinition radicale du mot, et d'une distinction par rapport à ce qu'on y entend d'habitude : les débats sur l'universalisme. Si le maintien de ce mot peut être utile, c'est parce qu'il permet d'articuler deux sens de l'adresse générique de la politique : le « tous » potentiel (ouvert, indéterminé, inconstructible), en amont et en aval, qui est l'adresse intrinsèque de la politique ; et la potentielle « traduction » d'une situation à une autre, par-delà le caractère situé des luttes, de ce qui dépasse leur inscription locale.

Olivier Sarrouy, « Les foules ou le dehors de la souveraineté. La gouvernementalité numérique / libérale comme tactique politique ».

Cette intervention s'intéressera à trois cas d'usage des technologies numériques : le Liberator (une arme imprimable en 3D), les Anonymous et les Organisations Autonomes Décentralisées. Elle s'efforcera de discerner dans ces cas d'usage une reconduction, et en même temps, une altération de certains traits de la rationalité libérale. Une reconduction / altération conduisant, peut-être, à retourner cette rationalité contre les intérêts que celle-ci tend usuellement à servir. Il s'agira ainsi de disséquer les procédés et les points d'appui de ce « gouvernement des foules », à en faire voir les affinités avec la gouvernementalité libérale telle qu'a pu l'analyser Foucault - notamment dans Sécurité, Territoire, Population et Naissance de la Biopolitique - et de dégager de cette analyse les grandes lignes d'orientation tactiques qui sont celles de ces dispositifs. Nous essaierons ainsi de montrer comment ces outils s'efforcent de dégager des « zones d'autonomies » neutralisant les mécanismes traditionnels du pouvoir en supprimant tout point d'appui à l'exercice de la souveraineté.

Erik Bordeleau, « Finance dans l'Undercommons »

Les mouvements d'occupation qui ont essaimé aux quatre coins du monde suite à la crise financière de 2008 ont mis au jour une hypothèse qui, depuis lors, n'a cessé de se vérifier. La dette n'est pas qu'une relation comptable : c'est d'abord et surtout un rapport politique d'assujettissement. Qui, dans ce contexte, oserait imaginer que le renouvellement de la pensée du commun et la réappropriation de notre puissance d'agir collective passerait par les moyens proprement spéculatifs de la finance?

Nous assistons depuis peu à l'émergence d'une série d'initiatives qui, sur la base de la technologie blockchain, redéfinissent en profondeur le paysage financier. Leur intérêt proprement politique réside dans leur potentiel de décentraliser la finance par l'entremise d'une prolifération d'"organisations autonomes distribuées" (connues sous l'acronyme anglais DAO) coordonnées par l'usage de crypto-monnaies. Adoptées à plus grande échelle, peut-on rêver du jour où ces crypto-monnaies deviendront les vecteurs de nouveaux agencements collectifs et de nouvelles machines de guerre capable de tenir tête à l'oligarchie bancaire et son arme de prédilection, la gouvernementalité par la dette? Car la finance, du moins celle autonome et pratiquée selon les règles du « fugitive planning » en vigueur dans l'*Undercommons*, ne concerne pas tant les valeurs monétarisées que la mise à l'aventure relationnelle et future des formes-de-vie.

Camille Louis, « Pratiques conflictuelles et esthétique dissensuelle ».

S'interroger sur la possibilité pour l'esthétique d'être *plus* qu'un paradigme, nous invite peut-être à observer ce que, en tant que paradigme, elle génère en *plus*, en supplément ou en excès du modèle ou des formes qu'elle propose. Les pratiques artistiques et les expériences qu'elles génèrent à partir de gestes qui donnent vie et intensité à des formes, constituent un terrain d'observation spécifique pour cela. Nous nous intéresserons ainsi, dans un mouvement qui passe du « paradigme » au « cas », à celui d'une création récente se déroulant entre Colombie et France et qui, précisément, tente de faire passer la notion de « conflit » de sa modélisation gouvernementale et de sa déclinaison unique au sein des accords de paix actuel, à la multiplicité des expériences et des niveaux de conflictualité, subis ou réappropriés, qui font la matière même de l'antagonisme et de la lutte politiques. Le cycle de « fabriques du commun », dispositif conversationnel et performatif que nous avons proposé avec le collectif kom.post autour du thème « mémoires conflictuelles et territoires », a consisté à aller à la rencontre de ces expériences, en collecter les récits et mettre en place l'espace improbable de leurs rencontres. Un espace au sein duquel les formes du conflit tout comme le visage de l'ennemi varient, se déplacent et, surtout, tracent des lignes possibles en termes de résistance et d'action politique. Ici, la pratique artistique ou, plus précisément, la pratique dramaturgique (drama : action / ergon : création) n'est pas ce qui propose un modèle à l'*action* mais ce qui crée un espace de confrontation, de conversation dissensuelle au sein duquel quelque chose comme une action collective, une action commune qui ne soit pas comme Une, redevient possible.

Jacques Rancière

Il s'agirait de mettre à l'épreuve des mouvements récents la thèse que j'avais proposée dans *La Méésentente* : la politique n'est pas un conflit de forces, elle est un conflit de mondes. D'un côté, on peut dire que les mouvements des places et des occupations ont donné une visibilité nouvelle à ce conflit de mondes à travers le bouleversement d'une distribution donnée des espaces, des temps, des identités et des capacités. De l'autre ils ont reposé la question du rapport problématique entre le dissensus par quoi l'on devient étranger au monde de l'ennemi et l'affrontement par lequel on met des forces en face des siennes. Comment penser la forme du rapport entre un être ailleurs et un être-en-face et aussi celle du rapport entre un être-ensemble et un être-contre ? Comment penser la figure présente de cette indissociation des moyens et des fins, des formes et des contenus qui fait le fond « esthétique » de l'idée communiste ?